

PAGE 1/2	Facture: 3390645394		ADRESSE DE FACTURATION
	Date document: 14.03.2024		
	N° DE COMM.: 5021635199		
	DATE LIVR.: 14.03.2024		
	COMMERCIAL: SPUF79 CVICARINI		
	INCOTERM: FH		
N° fourm.: Carrier Default Uriage		N° TVA: FR71792172959 COD.FISCAL: 79217295900019	PHARMACIE DU VOYAGE M LAHMI FRANCK BP38212 95741 ROISSY CDG France
N° COLISAGE: 5067134959		N° CLIENT: 3344920	
ADRESSE DE LIVRAISON PHARMACIE DU VOYAGE M LAHMI FRANCK BP38212 95741 ROISSY CDG France			COMMENTAIRES

N° ARTICLE	Designation article	QUANTITÉ S COMMAND ES	QUANT. FACTURÉE S	PRIX UNIT HT	PRIX TOTAL HT	REMISE %	TVA%	MONTANT HT
65215662 / 65206817	PROMO LAIT VEL 500ML+ CR LAV 200ML NEW EAN: 3661434008849 <u>TOTAL ELEMENTS FACTURES</u>	72	72	15,20	1 094,40	36,00	20,00	700,56 700,56
65197885 / 65165411	<u>ELEMENTS GRATUITS</u> ETU LAIT VELOUTE CORPS FP 500ML EAN: 3661434004704 HT par taux de remise 36% 700.56 EUR Incident/retard de paiement : intérêts de 3 fois le taux légal en vigueur et indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.	24	24	0,00	0,00			0,00

TOTAL HT		ESCOMPTE		TVA		MONTANT TTC 840,67 EUR	
700,56 EUR	%	TOTAL	20,00%	140,11			
		0,00					
FRANCE DOMICILIATION BANK NAME: BNP PARIBAS PARIS A CENTRALE (00828) CITY: 75008 PARIS SWIFT/BIC: BNPAFRPPAC IBAN: FR76 3000 4027 9000 0102 2556 648			CONDIT. PAIEMENT **OBS**LCR 60 jours date facture N° DE COMM. CLIENT			Date de échéance 13.05.2024	MONTANT 840,67 EUR

PAGE	Facture
2/2	3390645394

EXTRAIT DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE 2024
LABORATOIRES DERMATOLOGIQUES D'URIAGE
(Conditions Générales de Vente intégrales disponibles sur simple demande)

ARTICLE 1 - PREAMBULE # CHAMP D'APPLICATION

1.1 Les présentes conditions générales de vente (ci-après les « CGV ») s'appliquent à toutes les ventes en France métropolitaine (Corse comprise) et Principauté de Monaco des produits commercialisés sous la marque « URIAGE » (ci-après les « Produits ») par la société Laboratoires Dermatologiques d'Uriage # Société par actions simplifiées au capital de 8 000 000€, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro B 333 502 680, dont le siège social est situé 40-52 boulevard du parc, 92200 Neuilly sur-Seine (ci-après la « Société ») à ses clients (pharmacies, parapharmacies, groupements de pharmacies ou de parapharmacies, centrales d'achat ou grossistes) (ci-après le « Client »).

1.2 Les Produits sont des produits de grande consommation au sens du Décret 2021-211 du 24 février 2021 et sont donc soumis aux dispositions de l'article L.441-4 et suivants du Code de commerce.

1.3 Les présentes CGV complètent le Contrat de Distributeur Détaillant agréé dans la mesure où les Produits sont soumis à un réseau de distribution sélective.

1.4 Conformément aux termes de l'article L.441-1 du Code de commerce, les CGV comprennent les conditions de vente, les barèmes de prix unitaires, les réductions de prix et les conditions de règlement.

1.5 Les présentes CGV sont adressées aux Clients au plus tard le 1er décembre 2023. La passation d'une commande par un Client emporte l'adhésion sans réserve de ce dernier aux CGV, sauf conditions particulières consenties par écrit par la Société au Client.

1.6 Seuls les CGV et les documents contractuels ainsi négociés entre la Société et le Client feront foi. Le fait de ne pas se prévaloir, à un moment donné, de l'une quelconque des dispositions des CGV ne peut être interprété par le Client comme valant renonciation par la Société à se prévaloir ultérieurement de ladite disposition.

1.7 La Société se réserve le droit de modifier les CGV à tout moment sous réserve d'en informer préalablement le Client, étant entendu que les CGV applicables sont celles en vigueur au jour de l'émission de sa commande par le Client.

ARTICLE 2 - COMMANDE

2.1 Le Client devra respecter, ou s'assurer que ses différents points de vente respectent, toutes les dispositions des CGV et des documents contractuels annexes négociés entre la Société et le Client et notamment toutes celles du contrat de distributeur détaillant agréé signé le cas échéant avec la Société.

2.2 Les commandes passées par le Client sont fermes et définitives. En conséquence, toute demande d'annulation ou de modification par le client ne pourra être prise en compte qu'après accord préalable et exprès de la Société. Commande minimum Franco de port : seuil de 250 € HT. La Société se réserve le droit de modifier ce seuil en fonction des coûts de transport, après en avoir avisé le Client. En cas de non-respect du seuil annoncé par le Client, un montant de 20 € HT lui sera facturé.

2.3 La Société se réserve le droit de refuser les commandes en cas de manquement du Client à l'une quelconque de ses obligations en application de tout document contractuel le liant à la Société et, plus généralement, de refuser toute commande présentant un caractère anormal pour quelque raison que ce soit ou passée de mauvaise foi.

2.4 La Société se réserve la faculté de subordonner l'acceptation de la commande à l'obtention auprès du Client de documents comptables, financiers et juridiques et, le cas échéant, de garanties. La Société se réserve le droit d'exiger le paiement total ou partiel au moment de la passation de la commande si la situation financière du Client le justifie.

2.5 Les commandes doivent être adressées à : Laboratoires Dermatologiques d'Uriage, 40-52 Bd du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine/ fax: 01.40.88.46.38 / commande.france@uriage.com / n° Vert : 0800 25 30 20.

ARTICLE 3 - LIVRAISONS - TRANSPORT

3.1 Livraisons : La commande passée par un Client donne lieu à livraison dans les délais convenus en accord avec le Client à l'adresse convenue entre la Société et le Client. La Société fera ses meilleurs efforts pour respecter ces délais de livraison, qui demeurent toutefois indicatifs. Ainsi, un éventuel retard de livraison ne pourra permettre au Client d'annuler la commande en cours, ni de différer la réception des Produits et/ou le règlement, ni de refuser les Produits ou bien de réclamer des dommages-intérêts ou des pénalités de retard, à l'exception de ceux prévus à l'article 3.7 ci-dessous.

3.2 Toute modification du lieu de livraison à l'initiative du Client intervenant dans un délai inférieur à soixante-douze (72) heures avant la date livraison devra faire l'objet d'un accord préalable de la Société afin de déterminer un nouveau créneau de livraison. Dans une telle situation, le Client devra communiquer plusieurs nouvelles dates raisonnables à la Société.

3.3 La Société pourra différer ou refuser la livraison dans les cas où le Client ne serait pas à jour de ses obligations, notamment en cas de non-paiement total ou partiel d'une facture venue à échéance.

3.4 Risques : Tous les risques afférents aux Produits livrés sont transférés au Client dès leur livraison par la Société. Un bon de livraison attestant de la livraison des Produits conformément aux termes et conditions de la commande passée par le Client est signé par le Client.

3.5 Réserves à la livraison : Il appartient au Client de vérifier les Produits et leur emballage dès réception. Dans un délai de soixante-douze (72) heures suivant leur réception, le Client pourra formuler des réserves précises et motivées au transporteur, conformément aux termes de l'article L. 133-3 du Code de commerce.

Le Client devra informer la Société dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures à compter de la notification au transporteur des réserves ainsi formulées. A défaut pour le Client de respecter une telle procédure et de tels délais quant à la formulation de réserves éventuelles au transporteur et à la Société, aucune réclamation, et notamment aucun retour, ne pourra être accepté par la Société.

3.6 Les réserves effectuées par le Client en application du présent article ne suspendent pas son obligation de payer les sommes dues pour les Produits concernés.

3.7 Retours : Aucun retour de Produit ne sera accepté sans l'accord exprès préalable de la Société. Le cas échéant, les Produits devront être retournés dans leur emballage d'origine au centre de distribution de la Société. En cas de retour ou de livraison complémentaire de Produits du seul fait de la Société, les frais y afférents seront à la charge de la Société. Seul le transporteur choisi par la Société sera habilité à effectuer le retour Produits concernés ou la livraison des Produits complémentaires.

3.8 Dans l'hypothèse d'un retard de livraison, de Produits manquants ou d'une non-conformité de tout ou partie des Produits livrés et imputable à la Société, seul le préjudice réellement supporté par le Client, démontré et évalué au cours d'une procédure contradictoire, pourra faire l'objet d'une réparation après accord exprès entre la Société et le Client. Le montant ainsi versé par la Société en réparation du préjudice subi par le Client ne pourra excéder le prix d'achat des Produits. A défaut d'accord entre la Société et le Client, le montant du préjudice subi par le Client sera déterminé par un expert désigné par le Tribunal de commerce de Nanterre, statuant à la requête de la partie la plus diligente.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Le barème des prix unitaires des Produits vendus par la Société fait partie intégrante des CGV. Les prix sont libellés en euros (€) et calculés Hors Taxes.

4.2 Le barème de prix pourra être modifié en cours d'année sous réserve pour la Société d'en avoir avisé expressément le Client deux (2) mois avant l'entrée en vigueur du nouveau barème.

4.3 Le barème des prix applicable aux Produits vendus par la Société est celui en vigueur au jour de l'émission de sa commande par le Client.

5.1 Les factures devront être réglées par le Client à la Société soixante (60) jours suivant la date d'émission de la facture. Un escompte de 0,6% sera accordé en cas de règlement anticipé de la dite facture dans les dix (10) jours de son émission, le taux étant rappelé sur chaque facture.

5.2 Sauf accord exprès préalable de la Société, le Client s'interdit de déduire de la facture émise par la Société ou de compenser toute somme due par lui-même à la Société à quelque titre que ce soit. Toute déduction ou compensation automatique sera traitée par la Société comme un retard de paiement ou un impayé.

5.3 Le défaut total ou partiel de paiement par le Client d'une facture conformément aux délais et aux modalités convenus pourra entraîner les conséquences suivantes, de plein droit et sans qu'aucune mise en demeure ou autre formalité ne soit nécessaire de la part de la Société : - l'exigibilité immédiate de toutes sommes restant dues par le Client à la Société ;

- le paiement d'intérêts correspondant à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur, depuis la date d'échéance jusqu'au paiement effectif de toutes les sommes dues calculés sur le montant TTC des sommes restant dues ;

- à titre de clause pénale, le paiement d'une indemnité égale à 8% du montant des sommes exigibles ; - le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement des factures, d'un montant de quarante Euros (40 €), étant entendu que la Société se réserve le droit de demander au Client une indemnisation complémentaire sur présentation de justificatifs si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant ;

- la suspension ou la résiliation par la Société de toute commande en cours ou le refus de toute nouvelle commande sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts qui seraient dus par le Client ;

- le retour des Produits d'ores et déjà livrés par la Société au Client mais non encore intégralement payés, aux frais, risques et périls du Client ;

- la résiliation par la Société de tout autre document contractuel liant la Société au Client.

ARTICLE 6 - REDUCTIONS DE PRIX

ARTICLE 7 - COOPERATION COMMERCIALE # MANDAT

7.1 Tout accord de coopération commerciale ou toute opération sous mandat donneront lieu à la conclusion de contrats séparés détaillant la nature des coopérations commerciales ou des opérations sous mandat et leur rémunération.

7.2 Le cas échéant, et si le Client et la Société s'accordent sur la mise en place de services de coopération commerciale, alors, le Client donne mandat à la Société, qui l'accepte, afin d'mettre en son nom et pour son compte ces factures de coopération commerciale : ainsi, en conformité avec les dispositions de l'article 289-1-2 du Code Général des Impôts, les parties conviennent de la mise en œuvre d'un mandat d'auto-facturation au terme duquel la Société est en charge d'émettre au nom et pour le compte du Client, la ou les facture(s) de coopération commerciale.

7.3 La facture sera émise mensuellement par la Société, qui en adressera un exemplaire au Client, et le Client souscrit aux engagements suivants :

1/ Réclamer immédiatement le double de la facture si cette dernière ne lui est pas parvenue,

2/ Signaler toute modification dans les mentions concernant l'identification de son entreprise,

3/ S'acquitter de la TVA en application des règles habituelles.

ARTICLE 8 - RESERVE DE PROPRIETE

8.1 Les Produits resteront la propriété exclusive de la Société jusqu'à encaissement effectif et complet par la Société du montant correspondant dû par le Client au titre de la commande relative aux Produits en

compris les frais, intérêts et accessoires éventuels quand bien même un report d'échéance aurait été approuvé par la Société.

8.2 Le cas échéant, le Client informera tout tiers concerné, notamment en cas de procédure collective ouverte à son encontre ou de saisie des Produits, de l'existence d'une telle réserve de propriété au profit de la Société sur lesdits Produits et informera la Société immédiatement de toute saisie ou opération similaire. Dans l'hypothèse où le Client ferait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire, la Société se réserve le droit de revendiquer, dans le cadre de la procédure collective, les Produits vendus et demeurés impayés.

8.3 Le cas échéant, tout acompte versé par le Client restera acquis à la Société sans préjudice de toute autre action en réparation intentée de ce fait à l'encontre du Client par la Société.

ARTICLE 10 - FORCE MAJEURE

La Société sera exonérée de toute responsabilité vis-à-vis du Client dans l'hypothèse où la fabrication et/ou la livraison de Produits par la Société serait empêchée ou retardée du fait d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit indépendant de sa volonté et tel que défini à l'article 1218 du Code civil, et notamment attentats, interventions des autorités militaires ou civiles, pandémie, catastrophe naturelle, grève totale ou partielle survenant dans la Société ou chez ses fournisseurs, incendie, dégâts des eaux, gel prolongé, accident d'exploitation ou de fabrication chez ses fournisseurs, guerres, émeutes, perturbations dans les transports telles qu'une interruption ou un retard, ou défaillance d'un transporteur.

ARTICLE 11 - GARANTIE DES VICES CACHES

11.1 Toute réclamation pour vices cachés devra être formulée par le Client à la Société par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai maximum de quatre (4) mois suivant la date de réception des Produits par le Client.

11.2 La Société pourra vérifier les prétendus vices cachés et s'engage à remplacer les Produits reconnus défectueux, sous réserve pour le Client de les retourner, sans qu'ils aient été altérés, et dans leur emballage d'origine, au centre de distribution. La garantie est donc limitée au remplacement des Produits reconnus défectueux et ne saurait s'étendre aux dommages indirects, tels que manque à gagner et perte d'exploitation ou de chiffres d'affaires, que pourrait entraîner toute défectuosité avérée des Produits.

11.3 Les réclamations du Client ne peuvent en aucun cas justifier un non-paiement ou une déduction d'office du montant de la facture établie par la Société.

ARTICLE 12 - RECLAMATIONS / CONTESTATIONS COMMERCIALES

12.2 Par dérogation expresse aux dispositions de l'article L.110-4 du Code de commerce, toute contestation de la part du Client relative à l'ensemble de la relation commerciale avec la Société (factures, contrat de services, contrats de mandat, qualité des Produits, créances diverses) ne pourra être prise en compte après expiration d'un délai de douze (12) mois à compter de la clôture de l'exercice (31 décembre) au cours duquel est survenu la vente relative à l'élément contesté. Aussi bien, toute réclamation portant notamment sur le versement de sommes qui seraient dues au titre de l'exercice ne devra impérativement parvenir à la Société au plus tard le 31 décembre de l'exercice N+1. A défaut, la réclamation sera prescrite et de facto irrecevable.

ARTICLE 13 - JURIDICTION COMPETENTE # DROIT APPLICABLE

13.1 L'interprétation et l'exécution des CGV et/ou de tout autre document contractuel liant la Société et le Client ainsi que les ventes qu'ils régissent sont soumises au droit français.

13.2 A défaut de résolution amiable, toute contestation ou réclamation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation des CGV et autres documents contractuels liant la Société et le Client sera de la seule compétence du Tribunal de Commerce de Nanterre, même en cas d'appel en garantie ou pluralité de défendeurs.

ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La Société et le Client s'engagent à se conformer aux dispositions applicables en matière de protection des données personnelles, soit au Règlement (UE) 2016/679 dit RGPD et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, et à appliquer les mesures appropriées avec les moyens nécessaires pour préserver la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données personnelles échangées dans le cadre de leur relation commerciale.